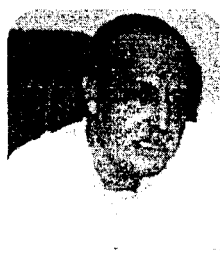


Une machine grippée



Boullah Ould Mogueya, Sidi Mohamed Ould Boubacar, Mohamed Yehdhih Ould Moctar El Hacem et Louleïd Ould Weddad, les quatre serétaires généraux du PRDS

Le parti républicain, démocratique et social (PRDS), le parti au pouvoir, tiendra ce jeudi 5 février son premier Conseil national ordinaire pour l'année 2004. C'est la première fois depuis l'élection présidentielle du 7 novembre dernier, au cours de laquelle son rôle fut loin d'être primordial, que le parti-Etat tient un conclave. Un conseil ordinaire de plus pour un parti qui n'arrive pas à sortir de l'ordinaire. Retour sur un parcours de plus de douze ans.

comptait avoir un outil politique à lui avant l'élection présidentielle prévue en janvier 1992. le PRDS a toujours été un parti à part. Regroupant les anciens du Parti du Peuple Mauritanien (parti unique du pays de 1961 à 1978), des Structures d'Éducation des Masses, les fonctionnaires ne voulant pas avoir d'ennuis et la vieille aristocratie, le PRDS était plus une coalition d'intérêts qu'un parti politique digne de ce nom. On y adhérerait pour être vu, pour avoir une promotion (pour soi ou sa collectivité) ou pour rentrer dans les bonnes grâces du Seigneur. Soutenue par les autorités locales et l'administration centrale, la mayonnaise a fini par prendre. Et Ould Taya réussit à obtenir plus de 62% des voix au premier tour de cette première élection présidentielle. Son opposition crie à la fraude massive, au bourrage des urnes, au vote tribal et au parti-pris de l'administration. Ce qui n'empêche pas la "vieille garde" de jubiler. En moins de quatre mois, elle a réussi le tour de force de mettre sur pied un parti et de faire triompher son candidat. Peu importe la manière.

Ould Baba, un militaire qui s'est "civilisé" pour être député et président de l'Assemblée Nationale et Boullah Ould Mogueya), le PRDS tiendra son premier congrès en 1993 pour se doter de structures dont le secrétariat général qui sera confié à ce dernier. La présidence du parti revenant à Ould Taya.

Ould Mogueya sera viré en 1996 pour être remplacé par Sidi Mohamed Ould Boubacar qui venait d'être débarqué de la primature. Il y restera deux ans avant de céder sa place à Mohamed Yehdhih Ould Mokhtar El Hacem, lequel sera "récompensé" pour le poste de ministre secrétaire général de la présidence au lendemain des élections législatives et municipales d'octobre 2001. En fait, pour le punir des mauvais résultats enregistrés par le parti à Nouakchott, Nouadhibou, Sélibaby et Zouérate, Ould Taya voulait lui faire perdre son fauteuil de député en le nommant ministre avant de le débarquer quelques jours plus tard. Il sera remplacé par le docteur Louleïd Ould Weddad, jusqu'alors inamovible directeur de cabinet à la présidence. Un mois jour pour jour après le putsch raté du 8 juin 2003, Louleïd est à son tour renvoyé chez lui. On fait alors appel à un revenant: Boullah Ould Mogueya qui coulait

Instabilité

Dirigé pendant trois ans par deux coordinateurs (Cheikh Sid'Ahmed

Lancé en 1991 par le président Ould Taya, qui venait d'octroyer la démocratie et qui

des jours paisibles au gré de ses affectations dans des ambassades.

Avec plus de douze ans et demi d'existence, deux coordinateurs, trois secrétaires généraux et plusieurs élections à son actif, le PRDS a-t-il pour autant "mûri"? A-t-il réussi à devenir un parti fonctionnel indépendamment de son secrétaire général? En un mot, est-il devenu un parti?

Il est impossible de faire le bilan des secrétaires généraux, de dresser le tableau de leurs réalisations, de dire ce qu'ils ont fait du parti sans tenir compte d'un certain nombre de paramètres à l'aune desquels on pourrait juger leurs actions. Ces paramètres se résument globalement à quatre:

- l'implication des cadres;
- les activités sur le terrain;
- l'esprit d'équipe;
- la gestion des finances.

De l'avis unanime de certains cadres très au fait de la vie du parti, ces paramètres ne peuvent être pris en considération que depuis 1998, date d'arrivée à la tête de la formation de Mohamed Yehdih Ould Mokhtar El Hacen. "Avant cette date, le parti naviguait à vue et n'avait d'horizons que les tenues de ses conseils nationaux ou les échéances électorales au cours desquelles sa machine se mettait en branle dans un terrible flot d'argent", résumait ce cadre.

Avec l'arrivée de ce secrétaire général, l'implication des cadres est devenue une réalité et s'est concrétisée avec les groupes d'action et de réflexion à Nouakchott et à l'intérieur en appui aux structures du parti. Tout le monde se rappelle que lors du renouvellement des adhésions, tous les militants du parti (du ministre au planton) se sont impliqués et avaient été répartis dans des sections, des sous-sections et des unités de base. A partir de 17 heures, tous rejoignaient leur point d'attache et commençaient le travail.

Chaque fédération avait un groupe de cadres d'appui qui s'y rendait tous les week-ends pour les campagnes électorales, de sensibilisation ou d'adhésion. Les membres du comité exécutif se rendaient régulièrement dans les régions pour encadrer les diverses activités du parti.

L'effet positif de cette politique ne tarda pas à se faire sentir. Les cadres sont devenus des acteurs engagés alors que dans le passé, ils se contentaient d'une adhésion et d'une présence symbolique. Le parti était alors présent dans tous les esprits et était devenu un organe d'émulation et un creuset dans lequel tout le monde se retrouvait.

Au niveau du secrétariat général, des groupes de réflexion spécialisés

regroupaient les cadres du parti dans leurs domaines de compétence (droit, économie etc.). Le programme de renforcement des structures du parti a été mis en place pour doter ces structures des moyens humains et matériels et les rendre fonctionnelles. A cette époque, toutes les fédérations et les sections bénéficiaient d'un financement et étaient équipées d'un matériel informatique. Tous les cadres des structures du parti au niveau national (des fédéraux jusqu'aux présidents des unités de base) ont été réunis en séminaire de formation et d'information et reçus en audience, pour la première fois (et probablement la dernière) par le président de la République.

Le staff du secrétaire général était constitué de cadres de haut niveau renforcés par les coordinateurs et les groupes de réflexion.

Sur le plan financier, les cadres versaient régulièrement leurs cotisations et les moyens étaient utilisés pour faire fonctionner le parti.

Retour à Zéro

Cet échafaudage, savamment construit ne tarda pas à s'écrouler. L'arrivée de Louleid, qu'on disait investi d'une mission (en finir avec le système Mohamed Yehdih?), remet tous les compteurs à zéro. Toutes les structures informelles (groupes de réflexion, cadres d'appui, coordination) ont été dissoutes. Le staff est remercié. L'esprit de collégialité renvoyé aux calendes grecques. Avant lui, toute action du parti donnait lieu à un guide et était débattu au sein d'un staff composé de conseillers, des chargés de mission et élargi aux responsables des jeunes et des femmes.

Pendant plus d'une année, Louleid dirigea le parti sans le gérer. A aucun moment, il n'y eut une réunion du cabinet et aucune mission ne se rendit sur le terrain si ce n'est les missions de soutien instaurées avant lui et visant à préparer les visites du président de la République.

Décidé lors du congrès extraordinaire de novembre 2001, le renouvellement des adhésions à Nouakchott, Nouadhibou et Zouérate se déroula dans des conditions catastrophiques et donna lieu à un pompage qui ne s'est pas traduit dans les faits lors de l'élection présidentielle de novembre 2003.

En juillet 2003, Louleid, à qui la présidence commence à manquer et qui n'a pas réussi à trouver ses marques, est écarté du secrétariat et exclu du conseil national. Rappelé du Caire une journée auparavant, Boullah Ould Mogueya retrouve le parti qu'il avait quitté en 1996 sans y avoir laissé un souvenir impérissable. Il prend les commandes, passe outre l'organigramme mis en place par son

prédécesseur, ne compose pas avec les chefs de départements et travaille au jour le jour avec quelques membres du staff qu'il choisit selon les circonstances ou selon son humeur.

C'est dans ces conditions qu'arrive la campagne électorale pour l'élection présidentielle qui donnera lieu à un phénomène nouveau. Devant l'absence du parti dont les structures n'ont pas fonctionné malgré un grand financement (près de 300 millions d'ouguiya) et qui est devenu un appendice de la direction de la campagne, des centaines de jeunes et de cadres mettent en place des initiatives de soutien à Ould Taya.

Ould Mogueya a certes organisé des conférences de presse avant, pendant et après la campagne électorale (du jamais vu auparavant), a transféré le parti vers un siège plus fonctionnel et a organisé la tournée des secrétaires exécutifs dans les différentes sections de Nouakchott pour remercier les militants mais son bilan reste très mitigé. N'est pas Mohamed Yehdih qui veut.

AHMED OULD CHEIKH